

## Commémoration du 8 mai 1945, anniversaire de la capitulation de l'Allemagne nazie.

Le Syndicat CGT Energies 18 a décidé d'organiser la commémoration et remercie :

- **Maurice RENAUDAT**, ancien résistant, président de l'ANACR de Bourges (Association nationale des anciens combattants, résistants et amis de la résistance).

- **Madeleine FERDONNET**, présidente départementale de la FNDIRP, (Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes), fille de résistants et déportés.

- **Jean-Michel ATHOMAS**, président de l'ANACR du Cher,

- **Jean-Claude BONNIN**, de l'AFMD (Amis de la Fondation pour la mémoire de la Déportation).

Mais également tous les agents qui ont participé. Nous notons l'absence de représentants de la Direction qui ont été conviés.



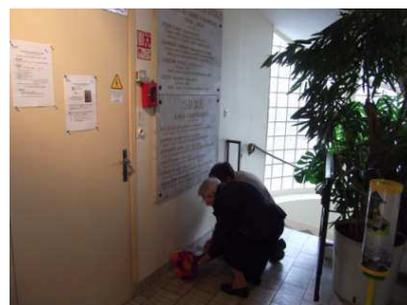
**La cérémonie a duré une trentaine de minutes :**

Une allocution que vous trouverez ci-dessous a été lue.

Une minute de silence a été respectée pour ceux qui sont tombés pour la France, tombés pour notre liberté et afin que notre génération et les générations futures ne connaisse ni la guerre, ni le fascisme.

Le Chant des Partisans et la Marseillaise ont retenti dans nos établissements.

Le dépôt de gerbe a été effectué par un agent et **Madeleine FERDONNET**, présidente départementale de la FNDIRP, (Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes)



La Marseillaise a retenti dans nos établissements.

# Commémoration du 8 mai 1945 par le syndicat CGT à ERDF GRDF, 3 rue Charles VII à Bourges 7 mai 2013 à 8 h 30

Chers amis et camarades,

A cette commémoration du 8 mai 1945, nous remercions la présence parmi nous de :

**Maurice RENAUDAT**, ancien résistant, président de l'ANACR de Bourges (Association nationale des anciens combattants, résistants et amis de la résistance).

**Madeleine FERDONNET**, présidente départementale de la FNDIRP, (Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes), ancienne résistante, fille de résistants et déportés.

**Jean-Michel ATHOMAS**, président de l'ANACR du Cher,

**Jean-Claude BONNIN**, de l'AFMD (Amis de la Fondation pour la mémoire de la Déportation).

**Merci aussi à vous chers collègues.**

Le 8 mai 1945, c'est la victoire de la liberté, des droits de l'Homme et de la démocratie sur la dictature et la barbarie. Des dizaines de millions d'humains sont morts sur les champs de bataille, dans les camps de déportation et d'extermination, des milliers ont été fusillés. 6 de nos collègues sont morts sur les champs de bataille en juin 1940 ou plus tard, dans les camps de concentration. Ils étaient de la SDRE, c'était avant la nationalisation et la création d'EDF et de GDF en 1946.

Ils s'appelaient :

**Georges BELLEVILLE**, niveleur, mort à Montluçon le 20 juin 1940,

**Joseph DANTON**, chef des transports, mort au camp de Mauthausen le 11 juin 1943

**André DEBENOIST**, chef magasinier, mort au camp d'Ellrich le 9 mars 1945

**Jean GILLET**, Electricien, déporté du STO, mort à Eger le 25 mars 1945

**Albert GONNIN**, plombier, mort au camp de Mauthausen le 7 avril 1945

**Alphonse VAULLERIN**, électricien, mort à Reuvres, le 14 juin 1940

**A l'occasion de cette commémoration du 8 mai 1945 nous devons rappeler deux anniversaires :**

**En cette année 2013, c'est le 70<sup>ème</sup> anniversaire des accords du Perreux pour la réunification de la CGT.**

En effet le 17 avril 1943 se réunissaient en pleine nuit dans la ville du PERREUX, dans la région parisienne, quatre militants syndicaux : Robert BOTHEREAU et Louis SAILLANT pour la CGT, André TOLLET et Henri RAYNAUD pour la CGTU. De cette réunion sortirent deux engagements non écrits : l'un portait sur l'unité d'action et syndicale dans la résistance à l'occupant nazi, l'autre sur la réunification de la CGT dès que l'occupant aurait été chassé du territoire. Ces accords furent effectivement couchés par écrit en octobre 1944.

La réunification de la CGT sera déterminante pour la mobilisation de la classe ouvrière dans la lutte pour la libération de la France du joug nazi et de son serviteur zélé, le gouvernement de Vichy avec Pétain à sa tête.

**En cette année 2013, c'est aussi le 70<sup>ème</sup> anniversaire de la création du Conseil National de la Résistance.**

Quelques semaines après les accords du PERREUX, le 27 mai 1943 se mettait en place le Conseil National de la Résistance sous la direction de Jean MOULIN. C'est ce Conseil National de la Résistance qui aura la charge de poursuivre et coordonner la lutte armée contre l'occupant et de préparer les réformes sociales, économiques et démocratiques nécessaires, dès que la libération du pays serait effective. Dans ce Conseil National de la Résistance, participaient tous les mouvements de résistance, tous les partis politiques, la CGT et la CFTC, un seul absent : le patronat. Nous reviendrons sur ce dernier point.

C'est le Conseil National de la Résistance qui va tracer en pleine guerre les grandes lignes des réformes de la Libération. C'est la CGT réunifiée qui va arracher les grandes conquêtes sociales que sont la sécurité sociale et les retraites, le triplement des allocations familiales, les comités d'entreprises, les nationalisations comme celles des industries électriques et gazières, les charbonnages, les usines Renault, la création de la médecine du travail etc...

Ne croyons pas que cela est venu tout seul, le patronat s'est battu pied à pied pour contester, empêcher, amoindrir ces réformes, cette révolution sociale.

Soyons bien conscients que ces avancées sociales et démocratiques ont vu le jour dans le contexte d'une

France ravagée par la guerre. On ne peut donc admettre aujourd'hui, alors que l'argent coule à flot pour les actionnaires, alors que les grandes entreprises et les banques n'ont jamais engrangé autant de profits, que l'on demande sans cesse aux salariés de nouveaux sacrifices.

Ce qui a été conquis à la Libération dans le contexte économique que l'on sait est la démonstration que la politique d'austérité et de remise en cause des droits syndicaux exigée par le MEDEF, servilement appliquée par le gouvernement en place, dit de gauche, avec la collaboration d'organisations syndicales minoritaires tout aussi serviles, n'a aucune justification.

Avec les accords du PERREUX et la mise en place du CNR, en pleine occupation, il y a 70 ans, renaissait l'espoir.

Comme à plusieurs reprises dans le passé, les classes possédantes avaient collaboré, illustrant le propos d'avant-guerre :

*« plutôt Hitler que le Front Populaire ».*

Dans cette lutte pour la liberté, contre le racisme et l'antisémitisme, pour le progrès social et économique, c'est donc la classe ouvrière qui a joué un rôle déterminant et qui en même temps a payé le prix fort.

C'est pourquoi, **François MAURIAC** célèbre écrivain, gaulliste, résistant et chrétien militant écrivait en 1943 sous le pseudonyme de FOREZ : *« Seule la classe ouvrière dans sa masse aura été fidèle à la France profanée ».*

Quant au **Général de GAULLE** recevant une délégation du patronat français après la Libération il a dit à ses interlocuteurs : *« Messieurs, je n'ai vu aucun de vous à Londres ».*

C'était si vrai que le patronat n'avait trouvé personne à mettre dans sa délégation qui n'ait pas participé à la collaboration.

Cette commémoration du 8 mai 1945 est aussi l'occasion d'honorer la mémoire de 3 figures marquantes de la résistance connues au plan national ou départemental et qui nous ont quittés durant ces 12 derniers mois :

**Raymond AUBRAC** était son nom de résistant, Raymond SAMUEL était son nom de naissance.

Il est né le 31 juillet 1914 et mort le 10 avril 2012.

Ingénieur des Ponts et Chaussées, il s'engagea avec son épouse Lucie dès 1940 dans la Résistance intérieure française. Il participa dans la région lyonnaise à la création du mouvement Libération Sud.

Il fut arrêté par la Gestapo de Lyon alors sous la direction du sinistre Klaus BARBIE. C'est au cours d'un transfert de

lieu de détention qu'il fut libéré grâce à une action audacieuse d'un groupe de résistants auquel participa Lucie, sa femme.

Ami d'Hô Chi Minh il participe à l'établissement de contacts avec le Nord Viet Nam pour engager des négociations qui vont aboutir à un départ des troupes américaines du Viet Nam.

A la fin de sa vie, Raymond AUBRAC s'engagea en faveur des droits du peuple palestinien et adhéra à l'Union juive française pour la Paix.

**Stéphane HESSEL**. Il est né le 20 octobre 1917 à Berlin, donc né allemand. Stéphane arriva en France à l'âge de 8 ans. Normalien, il fut naturalisé français en 1937 soit 4 ans après l'accession d'Hitler au pouvoir en Allemagne. Il rejoignit les Forces Françaises Libres en 1941 à Londres. Résistant, il fut arrêté et déporté au camp de concentration de BUCHENWALD. Il s'évada lors de son transfert au camp de BERGEN BELSEN.

Stéphane HESSEL fit une carrière diplomatique aux Nations Unies. Il s'engagea en faveur des droits de l'Homme, des Sans Papiers et aussi en faveur du peuple palestinien. Il rédigea un manifeste intitulé « INDIGNEZ VOUS » qui eut un succès international.

Enfin, dans notre département, notre camarade **Pierre FERDONNET** vient de nous quitter.

Pierre est né le 26 juin 1922 à Ivry sur Seine. A 15ans, il vit à Vierzon. Il adhéra aux Jeunesses Communistes. Dans la presse du Parti communiste, il découvrit les témoignages d'Allemands qui décrivaient la vie sous le nazisme. Dès 1940, il réagit à l'occupation nazie.

Dans un témoignage relatant ses actions avec ses copains il écrivit : *« On faisait des tracts un par un. On passait des nuits entières pour en faire des petits tas. Et puis après, il fallait les distribuer. On ne pouvait le faire en plein jour, on se serait fait remarquer. Donc on choisissait la nuit ».*

Un jour au cours d'un rendez-vous au stade du Verdin à Vierzon, Pierre et ses copains furent découverts par deux gendarmes. Ils réussissent à les bousculer et à partir mais les gendarmes saisirent le vélo de Pierre. Son nom était indiqué dessus, comme c'était la loi à l'époque. Il fut donc identifié et condamné par contumace à 5 ans de travaux forcés.

Il réussit cependant à s'enfuir à Paris où il assista, impuissant, à une rafle.

Son camarade Jean MASSE lui, fut arrêté par la gendarmerie française, condamné et emprisonné à Bourges puis fut fusillé comme otage le 9 mai 1942.

Pierre entra dans le maquis en Corrèze, il fut pris les armes à la main par les SS en septembre 1943. Il fut déporté à AUSCHWITZ le 27 avril 1944 puis transféré à Buchenwald puis à Flossenbürg.

Dans les camps, il continua la résistance en participant aux sabotages des pièces qu'il était obligé de fabriquer. Libéré du camp par les américains, il revint dans le Cher, continua de militer au Parti communiste ainsi qu'au syndicat CGT des Cheminots et aussi et beaucoup, de témoigner pour que la bête immonde ne revienne pas.

Enfin, puisque nous sommes des salariés des industries électriques et gazières, même s'il nous a quitté en 1982, nous ne pouvons pas ne pas rendre hommage à Marcel PAUL, lui aussi syndicaliste, résistant, déporté puis ministre communiste de la production industrielle à la Libération.

En plus des nationalisations citées précédemment, Marcel PAUL aura joué un rôle déterminant dans la promulgation des statuts avancés pour les électriciens, les gaziers et les mineurs.

Il faut aujourd'hui faire renaître l'espoir de nouvelles conquêtes sociales. C'est pourquoi l'Union départementale CGT propose de fêter ces deux événements anniversaires le 27 mai prochain en déposant une gerbe au monument de la Résistance à Bourges, à la mémoire de tous ceux qui ont combattu pour la liberté et le progrès social. Il vous sera proposé une vidéo de l'historien Michel ETIEVENT qui retracera cette période en évoquant de grandes figures de cette époque : **Prosper MOQUET**, négociateur de 1936, **Guy MOQUET**, fusillé à 17 ans par les nazis, **Marcel PAUL**, syndicaliste, puis Ministre, organisateur de la nationalisation des industries électriques et gazières et des charbonnages, **Ambroise CROIZAT** secrétaire général de la fédération des métaux CGT puis ministre du travail et de la Sécurité Sociale à la Libération.

Après avoir collaboré avec l'occupant nazi, le patronat n'a jamais accepté l'application du programme du Conseil National de la Résistance et n'a cessé de le combattre depuis 1944.

Citons par exemple **Denis KESSLER** qui, le 8 octobre 2007, alors vice président du MEDEF, n'a pas hésité à déclarer: **"le gouvernement doit défaire méthodiquement le programme du Conseil National de la Résistance"**.

On ne peut être plus clair. Les collabos ont des successeurs.

Oui nous devons continuer d'accomplir notre devoir de mémoire. En effet, comme disait le grand dramaturge

allemand **Berthold BRECHT** qui a combattu le nazisme et œuvré pour la construction d'une Allemagne nouvelle, **« Le ventre est encore fécond, d'où a surgi la bête immonde. »**

Cette citation est toujours d'une brûlante actualité. En effet, aujourd'hui, de renoncements en renoncements, de mauvais coups en mauvais coups, le gouvernement en place ne fait que provoquer mécontentement et frustrations dans le monde du travail. Cela favorise ainsi la montée du Front National, héritier de PETAIN.

Il faut donc RESISTER, être offensif pour de nouveaux droits.

Dans la France d'aujourd'hui, il est urgent d'appliquer une politique qui s'affirme clairement antilibérale car le libéralisme qui met en concurrence les salariés, prône la guerre économique.

Des millions de gens sont broyés dans notre pays de la même manière que sur la planète.

Il faut augmenter de façon substantielle les salaires. Il faut combattre la précarité et non pas l'institutionnaliser comme le fait la loi qui légalise l'accord A.N.I prétendant sécuriser l'emploi. Ce n'est pas en allongeant les années de cotisations et en réduisant le taux des pensions que l'on va sauver les retraites mais en mettant à contribution les dividendes empochés par les actionnaires.

L'histoire de notre pays et en particulier la Résistance a montré que c'est souvent dans les périodes les plus difficiles que nous avons su relever la tête.

Il faut prendre conscience que nous affrontons un système capitaliste confronté à une crise structurelle. L'enjeu n'est pas seulement de garder nos acquis sociaux, l'enjeu et de bâtir un projet de société économiquement et socialement totalement inédit.

**Oui, la crise c'est eux, la solution c'est nous tous !**

Maintenant, chers amis et camarades, je vous demande d'observer une minute de silence à la mémoire des résistants, des déportés et des fusillés.

